

LE SÉNAT

LE BLOCAGE DE CHÈQUES DE PAYE ET DE PENSION

M. Stan Wilbee (Delta): Monsieur le Président, hier, de nombreux réfugiés fuyant les pays où ils font face à des problèmes politiques et économiques ont découvert avec consternation que notre Sénat à majorité libérale avait choisi de bloquer le projet de loi qui aurait donné au gouvernement les moyens de leur verser des chèques leur permettant de se nourrir et de se loger. De nombreux réfugiés parrainés par le gouvernement dépendent totalement de l'argent en question, car ils n'ont aucune autre source de revenu tant qu'ils ne sont pas établis au Canada. Or, au lieu de toucher leur chèque, ils ont reçu une leçon sommaire de politique canadienne. Lorsque le Parti libéral est rejeté par le peuple, il se tourne vers le Sénat non élu, afin de faire sentir sa présence sur le plan politique.

Que fait donc le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) depuis quelques jours alors que ses amis du Sénat menacent d'empêcher le versement des pensions aux anciens combattants et des chèques de paye des membres de la GRC? Face aux difficultés de ces gens, le silence de nos collègues libéraux à la Chambre est tout à fait significatif.

Des voix: Bravo!

M. Wilbee: Ils se rappellent peut-être ce qui s'est passé la dernière fois qu'ils ont demandé aux Canadiens de choisir entre le Sénat et le gouvernement élu démocratiquement, ou peut-être nous confirment-ils ce que beaucoup d'entre nous soupçonnent depuis quelque temps déjà, à savoir qu'au Parti libéral, le pouvoir est détenu, en fait, par un sénateur de la Nouvelle-Écosse.

* * *

LES TRANSPORTS

LE PORT DE CHURCHILL—LA SUSPENSION DES EXPÉDITIONS DE CÉRÉALES

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, le 16 mai, les Canadiens ont appris du ministre des Transports (M. Bouchard) qu'il était peu probable qu'on expédie des céréales par le port de Churchill cette année. Cette grossière négligence de l'un des ports d'expédition du Canada est absolument inexcusable. En partant du port de Churchill, qui donne sur la baie d'Hudson, les navires ont 2 000 kilomètres de moins à parcourir pour

Article 31 du Règlement

atteindre l'Europe qu'en passant par la voie maritime du Saint-Laurent.

Dans le *Winnipeg Free Press* du 17 mai, le ministre des Transports a dit du port de Churchill que son exploitation était «très difficile et coûteuse». Le ministre des Transports a mal fait ses recherches. Sinon, il saurait que, en dépit de la brièveté de sa saison de navigation, le port de Churchill est reconnu comme le plus économique au Canada pour le transport des céréales vers l'Europe. Le groupe de travail fédéral-provincial sur les coûts comparatifs du transport des céréales a fourni d'excellentes statistiques qui montrent que, en 1985, il en coûtait 21,06\$ de moins pour expédier une tonne de céréales par Churchill que par la voie maritime du Saint-Laurent. A bien des égards, le port de Churchill est l'épine dorsale de l'économie de l'Ouest. Sans ce port, la ville de Churchill serait paralysée et il y aurait des pertes d'emplois non seulement au port, mais dans les chemins de fer du nord du Manitoba et de l'Ouest canadien. En outre, les agriculteurs de l'Ouest perdraient la route maritime la moins chère et la plus courte vers les marchés de l'Europe du Nord.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

LES INITIATIVES DE L'INDUSTRIE EN MATIÈRE DE DÉPOLLUTION

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, quand l'industrie pollue, il faut la dénoncer, mais quand cette même industrie prend des initiatives pour protéger l'environnement, il nous faut le souligner. La Société Minéraux Noranda, pour rencontrer les objectifs de diminution de 50 p. 100 des émanations d'anhydride sulfureux, fixés par le gouvernement fédéral pour 1994, a investi récemment des dizaines de millions de dollars dans la création d'une usine de dépollution à Rouyn-Noranda. Cette même société annonçait hier, en conférence de presse, des investissements supplémentaires de l'ordre de 16 millions de dollars, afin que cette nouvelle usine atteigne l'objectif de 70 p. 100 de dépollution d'ici 1995, ce qui représente 20 p. 100 de plus que l'objectif visé par le gouvernement fédéral.

Il s'agit là, monsieur le Président, d'une excellente nouvelle pour la population de Rouyn-Noranda et de l'Abitibi-Témiscamingue tout entière. Voilà concrètement les fruits du leadership et de la détermination du gouvernement fédéral, qui font en sorte que l'industrie participe de plain-pied aux objectifs du gouvernement en matière environnementale.